

C'est une épithèque qui sort invariablement de la bouche du ministre. Il s'en est servi hier soir, lors d'une conférence de presse télévisée sur le réseau national, pour répondre à bon nombre de questions, même par la négative. Les journaux ont fait remarquer qu'il prend maintenant certaines mesures qu'il avait refusé de prendre il y a un an. Le ministre a répondu que ces mesures étaient inopportunes il y a un an, mais qu'elles sont manifestement justes à l'heure actuelle. Mais il n'a pas du tout montré ce qui s'est passé dans l'intervalle des 12 mois. Au cours de son exposé budgétaire, le ministre a ajouté:

...il est juste, et même souhaitable, que le gouvernement fédéral aide à stimuler l'économie en accusant un déficit marquant. C'est ce que nous avons l'intention de faire. Je ne proposerai donc aucune augmentation générale des impôts.

Il en a été très fier. Il a ensuite déclaré:

De fait, je vais recommander certaines réductions sensibles...

C'est une autre épithèque qui sort à intervalle régulier de la bouche du ministre des Finances, mais j'ai l'impression qu'elle s'assortissait mal au contexte du discours qu'il nous a fait pendant deux heures et vingt minutes l'autre soir:

De fait, je vais recommander certaines réductions sensibles de l'impôt en vue d'atteindre certains objectifs économiques précis.

Les députés avaient auparavant entendu le ministre parler «d'aujourd'hui». Ces objectifs économiques sont sans doute les meilleures prévisions qu'il pût offrir au pays à l'heure actuelle. Je continue à citer l'une des premières déclarations du ministre:

Grâce à cet apport dans le domaine de l'imposition et aux autres dispositions financières que j'ai déjà présentées ou que j'annoncerai ce soir, nous parviendrons à des niveaux plus élevés dans le domaine de la production...

Les députés savent comment le ministre peut faire rouler sa voix quand il prononce des mots comme ceux-ci:

...des niveaux plus élevés dans le domaine de la production et de l'emploi et nous assurerons un rythme de croissance plus satisfaisant.

Monsieur l'Orateur, nous soutenons que le nouveau budget n'a pas été mieux préparé que les précédents. Le gouvernement prétend qu'il l'a préparé, mais, pour ma part, je suis d'avis que les plans ont été arrêtés il y a des mois déjà et qu'ils se fondaient, dans une large mesure, sur des considérations d'ordre politique, et non pas sur des exigences d'ordre économique. Je veux continuer pour prouver mes dires. Ce déficit est le résultat d'un programme de dépenses élaboré et mis au point par les ministres de la Couronne l'automne dernier. Il n'a rien à voir avec le 20 juin de cette année. C'est le résultat de ce programme et de l'absence d'accroissement de nos recettes, qu'on peut attribuer directement à un

manque d'impulsion à l'économie et à un manque de prévoyance il y a un an, éléments qui, pour ne pas dire plus, ont tous deux aggravé une régression dont nous sommes témoins depuis bien longtemps.

Depuis quatre ans, le gouvernement actuel fait preuve d'un optimisme outré en ce qui a trait aux prédictions et aux intérêts économiques de notre pays, par opposition à ses intérêts politiques. Une des meilleures preuves que je puisse apporter à l'appui de cette affirmation, nous est fournie par une déclaration du ministre des Finances qui, après avoir présenté son budget le 31 mars 1960 et avoir prédit un excédent, est allé dans un pays étranger pour rencontrer les plus grands spécialistes du monde en matière de finances. Il assistait à une conférence du Fonds monétaire international et, lorsqu'on l'a interrogé aussi tard qu'en octobre 1960, il a déclaré, en parlant des perspectives de l'économie canadienne, que nous étions, pour employer son expression, en plein rajustement progressif. Cette expression ne venait pas du ministre. Elle avait déjà été employée par le directeur du Fonds monétaire international, M. Jacobsson.

**L'hon. M. Fleming:** Je ne voudrais pas interrompre l'honorable député qui a eu la bonté de m'écouter patiemment mardi soir, mais je crois qu'en toute justice, il devrait reconnaître, vu qu'on en a parlé déjà, que ce n'est pas tout ce que j'ai dit au sujet de la situation économique du Canada, à cette époque. Je pense qu'il a voulu parler d'une des quatre descriptions que j'ai utilisées à ce temps-là pour brosser un tableau de la situation économique du pays.

**M. Benidickson:** Il n'en reste pas moins que cela ressemble à la déclaration qu'il a formulée alors qu'il était en visite au Royaume-Uni. En effet, il y avait dit: Le Canada est en parfaite santé. En d'autres mots, on a fait montre de satisfaction et de suffisance, ce qui a contribué, je crois, à l'absence de préoccupation, de souci et de collaboration de la part de tous les secteurs de notre vaste pays, en temps de marasme, surtout peut-être de la part du gouvernement lui-même sur lequel on aurait dû pouvoir compter. Le ministre, en particulier, s'est totalement abstenu de signaler que la situation était urgente.

Je pourrais peut-être rappeler l'attitude que le gouvernement a prise à l'égard des questions économiques au cours de chacune des quatre années pendant lesquelles il a été au pouvoir. Les rapports sont contradictoires sur ce qu'était la situation au moment où le présent gouvernement a pris le pouvoir, c'est-à-dire il y a quatre ans, au mois de juin 1957. Au cours de la campagne électorale de 1958, le premier ministre n'a cessé de répéter que